Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 137

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Venerdì, 31 maggio 1957 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il 22 maggio 1957, alle ore 11,50, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale S. E. il sig. Agnar Kl. Jonsson, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Islanda.

(3358)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 25 aprile 1957, n. 352.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo relativo ai trasporti aerei fra l'Italia e l'Austria concluso in Roma il 23 gennaio 1956 con Annesso e Processo verbale.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo relativo ai trasporti aerei fra l'Italia e l'Austria, concluso in Roma il 23 gennaio 1956, con Annesso e Processo verbale.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente con Annesso e Processo verbale a decorrere dalla sua entrata in vigore, conformemente all'art. 12 dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla a di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — TAMBRONI — ANDREOTTI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Accord relatif aux transports aériens entre l'Italie et l'Autriche

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Fédéral d'Autriche, considérant

que les possibilités de l'aviation commerciale, en tant que mode de transport, se sont considérablement accrues;

qu'il convient d'organiser d'une manière sûre et ordonnée les communications aériennes et de poursuivre dans la plus large mesure possible le développement de la coopération internationale dans ce domaine; et

qu'il y a lieu de conclure un accord réglementant les services aériens réguliers entre les territoires autrichien et italien et au-delà de ces territoires; ont désigné des représentants à cet effet, lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

a) Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord pour l'établissement des services aériens internationaux prévus dans cette Annexe.

b) Chaque Partie Contractante désignera à l'autre Partie Contractante une ou plusieurs entreprises de transports aériens pour l'exploitation de ces services aériens et décidera de la date d'ouverture de ces services, sous réserve que l'autorisation prévue à l'article 2 sera délivrée.

Article 2

a) Chaque Partie Contractante devra, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après, délivrer sans délai l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'entreprise ou aux entreprises désignées par l'autre Partie Contractante.

b) Les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront demander aux entreprises de transports aériens désignées par l'autre Partie Contractante et avant de les autoriser à ouvrir les services prévus à l'Annexe, la preuve qu'elles sont à même de satisfaire aux conditions prescrites par leurs lois et règlements d'application courante et habituelle à l'exploitation des services aériens internationaux.

Article 3

a) Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment les frais d'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service (telles que la vitesse, le confort) ainsi que les tarifs des autres entreprises qui desservent tout ou partie de l'itinéraire prévu. Ces tarifs seront fixés conformément aux dispositions suivantes du présent Article.

b) Les tarifs auxquels le paragraphe *a*) du présent article se réfère ainsi que les taux de commission d'agence afférents à ces tarifs seront établis de commun accord par les entreprises de transports aériens désignées pour chacun des itinéraires prévus, et après consultation des autres entreprises qui desservent tout ou partie de cet itinéraire. Si c'est possible, cet accord sera conclu en suivant la procédure d'établissement des tarifs de l'Association Internationale de Transport Aérien. Les tarifs, ainsi convenus, seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

c) Si les entreprises désignées ne peuvent s'entendre sur l'un quelconque de ces tarifs ou si pour quelque autre raison un tarif ne peut être établi en conformité des stipulations du paragraphe *b*) du présent article, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de le fixer d'un commun accord.

d) Si les Autorités Aéronautiques ne peuvent approuver un tarif quelconque qui leur est proposé en conformité du paragraphe *b*) du présent article ou ne peuvent déterminer un tarif quelconque en conformité des stipulations du paragraphe *c*) du présent article, le différend sera réglé en conformité des stipulations de l'article 8 du présent Accord.

Article 4

a) Les Parties Contractantes conviennent que les charges imposées pour l'utilisation des aéroports et autres services par la ou les entreprises de transports aériens désignées par chacune d'elles n'excéderont pas celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et services par ses aéronefs nationaux affectés à des services aériens internationaux similaires.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord introduits ou pris a bord de l'aéronef sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des aéronefs employés par cette entreprise pour exploiter les services prévus à l'Annexe, bénéficieront d'un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux entreprises nationales ou aux entreprises de l'Etat le plus favorisé en ce qui concerne les droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

c) Tout aéronef utilisé par une entreprise désignée par une Partie Contractante dans les services aériens prévus à l'Annexe ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord retenus dans les aéronefs à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ, seront exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux, même si le matériel ci-dessus mentionné est employé ou consommé par ou sur ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

d) Le matériel exempté aux termes susmentionnés ne pourra être débarqué sans le consentement des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Au cas où il pourrait être employé ou consommé, il devra être réexporté. Dans l'attente de l'utilisation ou de la réexportation il sera conservé sous le contrôle des susdites Autorités tout en restant à la disposition des entreprises.

Article 5

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante seront reconnus par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services prévus à l'Annexe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

Article 6

a) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante régissant l'entrée, le séjour et la sortie de son territoire par les aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou régissant l'exploitation, la manœuvre et la navigation desdits aéronefs pendant qu'ils se trouvent dans les limites de son territoire, s'appliqueront également aux aéronefs de toute entreprise désignée par l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, les équipages, les expéditeurs de marchandises et les entreprises désignées seront tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, transportés par la voie des airs tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, au congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la santé.

Article 7

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer une autorisation d'exploitation à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à l'autre Partie Contractante ou à des ressortissants ou organisme de l'une ou l'autre Partie Contractante, lorsque l'entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 6 ou à une sentence arbitrale prononcée conformément aux termes de l'article 8, ne remplit pas les obligations découlant du présent Accord ou bien cesse de satisfaire aux conditions sous lesquelles ont été accordés les droits aux termes du présent Accord et de son Annexe.

Toutefois, et à moins que la révocation de l'autorisation ne soit indispensable pour éviter de nouvelles infractions, ce droit ne sera exercé qu'après consultation de l'autre Partie Contractante.

Article 8

a) Les Parties Contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, soit entre les entreprises intéressées, soit entre les Autorités Aéronautiques, soit enfin entre les Gouvernements respectifs.

b) Cet arbitrage aura lieu conformément aux règles prévues au Chapitre XVIII de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944.

c) Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend en le portant soit devant un tribunal arbitral, soit devant toute autre personne ou organisme désigné par elles.

d) La question des frais de l'arbitrage sera réglée par la sentence arbitrale.

e) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 9

Le présent Accord et toute modification s'y rapportant seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

Article 10

a) Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent Accord et à son Annexe et de leur exécution satisfaisante.

b) Le présent Accord et son Annexe devront être mis en concordance avec tout accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux Parties Contractantes.

c) Si une des Parties Contractantes désire modifier une disposition du présent Accord, cette modification, si les Parties Contractantes en conviennent, entrera en vigueur lorsqu'elle aura été confirmée par un échange de notes diplomatiques. Cette modification pourra être apportée à l'issue d'une consultation entre les Parties Contractantes, cette consultation devant commencer dans un délai de 60 jours à compter de la date de la demande par l'une des Parties.

L'Annexe pourra être modifiée par accord direct entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

d) Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre son désir de mettre fin au présent Accord. La notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Le présent Accord prendra fin douze mois après la date de la réception da ladite notification par l'autre Partie Contractante, à moins que la notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de ce délai. Si la réception de la notification n'est pas accusée par la Partie Contractante à laquelle elle a été adressée, elle sera tenue pour reçue par cette Partie Contractante quatorze jours après sa réception par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 11

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

a) le terme « Autorité Aéronautique » signifie: en ce qui concerne l'Autriche: le « Bundesministerium für Verkehr und verstaatichte Betriebe, Amt für Zivilluftfahrt » ou bien toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de cette Autorité; en ce qui concerne l'Italie la « Direzione Generale dell'Aviazione Civile e del Traffico Aereo » ou bien toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de cette Autorité;

b) le terme « entreprise désignée » signifie toute entreprise de transport aériens que l'Autorité Aéronautique de l'une Parties Contractantes a notifiée par écrit à l'Autorité Aéronautique de l'autre Partie Contractante comme étant l'entreprise qu'elle entend désigner aux termes des articles 1 et 2 du présent Accord pour l'exploitation des services aériens mentionnés dans cette même notification;

c) le terme « territoire » correspond à la définition qui en est donnée à l'Article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale;

d) il sera tenu compte des définitions reprises à l'article 96 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

Article 12

L'entrée en vigueur du présent Accord et de son Annexe sera fixée par un échange de notes diplomatiques.

A l'entrée en vigueur du présent Accord la Convention entre l'Autriche et l'Italie relative à la navigation aérienne, signée a Rome le 11 mai 1928, sera considérée formellement abrogée.

Fait à Rome, le 23 Janvier 1956 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement Fédéral d'Autriche
MAX LÖWENTHAL

Pour le Gouvernement de la République Italienne
G. DE ASTIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE

I

Les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, du droit de le survoler sans escale et de faire escale pour des fins non commerciales; elles pourront aussi utiliser les aéroports et autres services dont dispose le trafic international. Elles jouiront, en outre, chacune sur le territoire de l'autre Partie Contractante, du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions de cet Accord et à l'exclusion de tout cabotage sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

II

Les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes jouiront d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services convenus selon les conditions établies dans cet Accord et la présente Annexe.

III

a) La capacité de transport offerte par chacune des entreprises désignées sera adaptée aux nécessités du trafic.

b) Les entreprises désignées prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services aériens respectifs.

c) Les services aériens prévus à la présente Annexe auront pour objet principal d'offrir une capacité correspondante aux nécessités du trafic entre le pays dont ressortit l'entreprise désignée et le pays de destination.

d) Les droits d'embarquer et de débarquer sur le territoire d'une Partie Contractante, aux points prévus à la présente Annexe, du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers seront exercés conformément aux principes généraux de développement ordonné, affirmés par les Parties Contractantes, et dans des conditions telles que la capacité soit adaptée :

1° aux nécessités du trafic entre le pays de provenance et les pays de destination;

2° aux exigences d'une exploitation économique des services aériens prévus à la présente Annexe;

3° aux nécessités du trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services aériens locaux et régionaux.

IV

a) L'entreprise désignée ou les entreprises désignées par l'Autriche pourront exploiter des services aériens internationaux comme suit :

Autriche deux points en Italie; points intermédiaires et au-delà à convenir entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

b) L'entreprise désignée ou les entreprises désignées par l'Italie pourront exploiter des services aériens internationaux comme suit :

Italie un point intermédiaire en Pays tiers - un point en Autriche; autres points intermédiaires et points au-delà à convenir entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

PROCES VERBAL

Au cours des pourparlers qui ont conduit à la rédaction de l'art. III de l'Annexe à l'« Accord relatif aux transports aériens entre l'Italie et l'Autriche » signé en date d'aujourd'hui, les Délégations des deux Parties Contractantes ont convenu que les horaires des services exercés par les entreprises autorisées de l'une des Parties Contractantes devront être soumis à l'approbation préalable des Autorités Aéronautiques de l'autre Partie.

Fait à Rome, en double exemplaire, en langue française, le 23 Janvier 1956.

Pour le Gouvernement Fédéral d'Autriche
MAX LÖWENTHAL

Pour le Gouvernement de la République Italienne
G. DE ASTIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 25 aprile 1957, n. 353.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Francia relativo ai marchi di fabbrica e di commercio, concluso in Roma, a mezzo di scambio di Note l'8 gennaio 1955, per la sostituzione del testo dell'Accordo del 21 dicembre 1950, completato con scambio di Note effettuato il 5 aprile 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo fra l'Italia e la Francia relativo ai marchi di fabbrica e di commercio, concluso in Roma, mediante scambio di Note, l'8 gennaio 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

Art. 3.

Con la stessa decorrenza prevista dall'art. 2 è abrogata la legge 26 dicembre 1951, n. 1717, concernente la ratifica e la esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Francia sui marchi di fabbrica e di commercio, concluso in Parigi il 21 dicembre 1950 e, per la parte relativa allo scambio di Note effettuato in Roma fra i due Paesi il 5 aprile 1952, per l'interpretazione dell'Accordo suddetto, è abrogato il decreto del Presidente della Repubblica 27 dicembre 1952, n. 4535.

Art. 4.

La spesa per le indennità ed il rimborso delle spese di trasporto per le missioni all'estero effettuate dal personale dell'Ufficio centrale brevetti per l'applicazione dell'Accordo indicato nell'art. 1, sarà coperta,

per ogni esercizio, con un'aliquota delle maggiori entrate derivanti dalla sopratassa prevista nell'art. 1 dell'Accordo stesso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le necessarie variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — CORTESE — ANDREOTTI — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Scambio di Note fra l'Italia e la Francia per la sostituzione del testo dell'Accordo sui marchi di fabbrica e di commercio concluso in Parigi il 21 dicembre 1950, completato con lo scambio di Note effettuato in Roma il 5 aprile 1952.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 8 janvier 1955

Monsieur le Président,

Il est apparu que l'application pratique de l'Accord sur les marques de fabrique signé le 21 décembre 1950, complété par un échange de lettres en date du 5 avril 1952, pourrait donner lieu à certaines difficultés.

J'ai l'honneur de vous proposer, en conséquence, de lui substituer le texte suivant:

« Dans le cadre du dépôt et de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce dans les deux pays:

1° Sans autre obligation que le paiement d'une surtaxe de 50 % et la remise d'un exemplaire supplémentaire, toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée et enregistrée dans l'un des deux pays sera protégée sur le territoire de l'autre pays si le déposant en a formulé la requête expresse lors du dépôt.

2° Toute marque visée à l'article 1er sera soumise, dans l'autre pays, aux mêmes conditions de validité et bénéficiera de la même protection, indépendante de celle de son pays d'origine, que si cette marque avait été directement déposée dans cet autre pays, sans préjudice des dispositions de l'article 6 de la Convention d'Union.

3° L'Administration chargée de l'enregistrement de la marque transmettra, dès cet enregistrement, à l'Administration de l'autre pays un exemplaire de la marque dont l'extension de protection est requise, comportant toutes les indications relatives au dépôt et à l'enregistrement de cette marque.

4° Les publications officielles contenant la reproduction des marques enregistrées indiqueront, s'il y a lieu, que le déposant a revendiqué le bénéfice des dispositions du présent Accord.

Cette publicité sera considérée comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant dans le second pays.

5° Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent qu'aux marques de fabrique ou de commerce déposées après son entrée en vigueur.

Le présent Accord annule les Accords des 21 décembre 1950 et 5 avril 1952. Il sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des intruments de ratification ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Française
CLAUZEL

Monsieur
le Président de la Délégation italienne — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 8 janvier 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante:

« Il est apparu que l'application pratique de l'Accord sur les marques de fabrique signé le 21 décembre 1950, complété par un échange de lettres en date du 5 avril 1952, pourrait donner lieu à certaines difficultés.

J'ai l'honneur de vous proposer, en conséquence, de lui substituer le texte suivant:

« Dans le cadre du dépôt et de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce dans les deux pays:

1° Sans autre obligation que le paiement d'une surtaxe de 50 % et la remise d'un exemplaire supplémentaire, toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée et enregistrée dans l'un des deux pays sera protégée sur le territoire de l'autre pays si le déposant en a formulé la requête expresse lors du dépôt.

2° Toute marque visée à l'article 1er sera soumise, dans l'autre pays, aux mêmes conditions de validité et bénéficiera de la même protection, indépendante de celle de son pays d'origine, que si cette marque avait été directement déposée dans cet autre pays, sans préjudice des dispositions de l'article 6 de la Convention d'Union.

3° L'Administration chargée de l'enregistrement de la marque transmettra, dès cet enregistrement, à l'Administration de l'autre pays un exemplaire de la marque dont l'extension de protection est requise, comportant toutes les indications relatives au dépôt et à l'enregistrement de cette marque.

4° Les publications officielles contenant la reproduction des marques enregistrées indiqueront, s'il y a lieu, que le déposant a revendiqué le bénéfice des dispositions du présent Accord.

Cette publicité sera considérée comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant dans le second pays.

5° Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent qu'aux marques de fabrique ou de commerce déposées après son entrée en vigueur.

Le présent Accord annule les Accords des 21 décembre 1950 et 5 avril 1952. Il sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des intruments de ratification ».

En veus remerciant de cette communication, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement italine sur la proposition qui précède, sous réserve de son approbation par le Parlement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
ANTONIO PENNETTA

Monsieur
le Président de la Délégation française — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 aprile 1957, n. 354.

Autorizzazione all'Associazione nazionale combattenti e reduci ad accettare una donazione dal comune di Venezia.

N. 354. Decreto del Presidente della Repubblica 9 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Associazione nazionale combattenti e reduci viene autorizzata ad accettare dal comune di Venezia la donazione di un'area da destinare alla costruzione della sede della Sezione combattenti e reduci del Cavallino.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *maggio* 1957
Atti del Governo, registro n. 105, *foglio n.* 113. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 aprile 1957, n. 355.

Autorizzazione all'Associazione nazionale famiglie dei caduti e dispersi in guerra ad acquistare un immobile denominato « Villa Trieste », in Sirmione (Brescia).

N. 355. Decreto del Presidente della Repubblica 9 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Associazione nazionale famiglie dei caduti e dispersi in guerra viene autorizzata ad acquistare un immobile denominato « Villa Trieste », in Sirmione (Brescia), da destinare a casa di cura e di riposo per i congiunti dei caduti e dispersi in guerra.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *maggio* 1957
Atti del Governo, registro n. 105, *foglio n.* 114. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 marzo 1957.

Soppressione e messa in liquidazione dell'Ente finanziario dei consorzi agrari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 1 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, riguardante la soppressione e messa in liquidazione di enti di diritto pubblico e di altri enti sotto qualsiasi forma costituiti soggetti a vigilanza dello Stato o comunque interessanti la finanza statale;

Vista la legge 30 maggio 1932, n. 752, e successive modificazioni, concernente l'istituzione dell'Ente finanziario dei consorzi agrari;

Considerato che gli scopi dell'Ente finanziario dei consorzi agrari sono cessati;

Ritenuta la necessità di provvedere alla soppressione e messa in liquidazione dell'Ente sopraindicato;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Articolo unico.

L'Ente finanziario dei consorzi agrari è soppresso e posto in liquidazione, ai sensi dell'art. 1 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, con effetto dalla data del presente decreto.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 22 marzo 1957

GRONCHI

SEGNI — MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *maggio* 1957
Registro n. 10 *Tesoro, foglio n.* 175. — SIGNORETTI

(3232)

DECRETO MINISTERIALE 17 aprile 1957.

Composizione del Comitato tecnico per gli idrocarburi.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 11 gennaio 1957, n. 6, sulla ricerca e coltivazione degli idrocarburi liquidi e gassosi;

Visto l'art. 41 della predetta legge, concernente la costituzione del Comitato tecnico per gli idrocarburi;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 25 febbraio 1957, col quale il prof. avvocato Francesco Messineo è stato nominato presidente del Comitato tecnico per gli idrocarburi;

Viste le designazioni fatte dall'Avvocatura generale dello Stato e dai Ministeri delle finanze e del tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato tecnico per gli idrocarburi è così composto:

Messineo prof. avv. Francesco, presidente;

Padellaro dott. Antonio, direttore generale delle miniere;

Gortani prof. Michele, Medici prof. Mario, in rappresentanza del Consiglio superiore delle miniere;

Guglielmi avv. Giuseppe, designato dall'Avvocatura generale dello Stato;

Beneo ing. Enzo, direttore del Servizio geologico;

Ristagno dott. Vittorio Ugo, direttore dell'Ufficio nazionale minerario idrocarburi;

Nuccorini prof. Raffaello, direttore del Servizio chimico;

D'Andria dott. Ettore, in rappresentanza del Ministero delle finanze;

Sartori dott. Romolo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Trevisan prof. Livio, titolare di cattedra di geologia alla Università di Pisa;

Rossi ing. Dino, Piga comm. Renzo, in qualità di esperti.

Art. 2.

Il dott. Antonio Padellaro è chiamato a sostituire in caso di assenza od impedimento il presidente.

Art. 3.

Le funzioni di segreteria saranno disimpegnate dal dott. Guido Parise, direttore di divisione e, in via alternativa, in caso di assenza o impedimento, dal dottor Giuseppe Porta, consigliere di 2ª classe.

Art. 4.

Il Comitato dura in carica tre anni.

Art. 5.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 aprile 1957

Il Ministro : CORTESE

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 maggio 1957
Registro n. 8, foglio n. 284

(3435)

DECRETO MINISTERIALE 30 aprile 1957.

Classificazione tra le provinciali della strada denominata « di Pineta », in provincia di Grosseto.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la deliberazione in data 10 aprile 1956, n. 16, con la quale l'Amministrazione provinciale di Grosseto ha chiesto la classificazione tra le provinciali della strada denominata di Pineta, che ha origine dalla provinciale di Marina, presso il podere Trieste e termina a Castiglione della Pescaia;

Considerato che contro la deliberazione suddetta, regolarmente pubblicata a' termini dell'art. 12 del decreto Presidenziale 30 giugno 1955, n. 1534, non sono stati prodotti reclami od opposizioni;

Visto il voto favorevole del Consiglio superiore dei lavori pubblici, espresso nell'adunanza del 12 marzo 1957, n. 463;

Considerato che la strada di cui trattasi ha i prescritti requisiti per essere classificata fra le provinciali;

Visto l'art. 13 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *F*, sui lavori pubblici;

Visto l'art. 12 del decreto Presidenziale 30 giugno 1955, n. 1534;

Decreta:

La strada denominata « di Pineta », che ha origine dalla provinciale di Marina, presso il podere Trieste e termina a Castiglione della Pescaia, in provincia di Grosseto, è classificata provinciale ed inclusa nello elenco della Provincia medesima.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 aprile 1957

Il Ministro : ROMITA

(3282)

DECRETO MINISTERIALE 8 maggio 1957.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti figuranti nel « I Salone della musica e dello strumento musicale », in Ancona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda avanzata dal presidente dell'Ente organizzatore della esposizione;

Decreta:

Articolo unico

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nel « I Salone della musica e dello strumento musicale » che avrà luogo ad Ancona dal 4 all'11 agosto 1957 godranno della protezione temporanea stabilita dai regi decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti.

Roma, addì 8 maggio 1957

Il Ministro : CORTESE

(3396)

DECRETO MINISTERIALE 9 maggio 1957.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti che figureranno nella « XII Mostra internazionale delle conserve alimentari e dei relativi imballaggi - Salone internazionale tecnico industriale delle attrezzature per l'alimentazione », in Parma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda avanzata dal presidente dell'Ente organizzatore della esposizione;

Decreta:

Articolo unico

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XII Mostra internazionale delle conserve alimentari e dei relativi imballaggi Salone internazionale tecnico industriale delle attrezzature per l'alimentazione » che avrà luogo a Parma

dal 20 al 30 settembre 1957, godranno della protezione temporanea stabilita dai regi decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti.

Roma, addì 9 maggio 1957

Il Ministro: CORTESE

(3395)

DECRETO MINISTERIALE 14 maggio 1957.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti che figureranno nella « XVIII Fiera di Messina - Campionaria internazionale », in Messina.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda avanzata dal presidente dell'Ente organizzatore della esposizione;

Decreta:

Articolo unico

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XVIII Fiera di Messina Campionaria internazionale » che avrà luogo a Messina dal 10 al 25 agosto 1957 godranno della protezione temporanea stabilita dai regi decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti.

Roma, addì 14 maggio 1957

Il Ministro: CORTESE

(3394)

DECRETO MINISTERIALE 16 maggio 1957.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona del belvedere di piazza della Repubblica, sita nell'ambito del comune di Calangianus.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Sassari per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 4 luglio 1956 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona del belvedere di piazza della Repubblica, sita nell'ambito del comune di Calangianus;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Calangianus;

Vista l'opposizione presentata da alcuni proprietari della zona;

Ritenuto che il vincolo non comporta di per sè divieto assoluto di costruzione;

Riconosciuto che la zona predetta, oltre a formare un quadro naturale di notevole bellezza panoramica, costituisce un punto di vista accessibile al pubblico dal quale si può godere la visuale della sottostante campagna, dei boschi e dei vigneti, e in lontananza i monti di Aggius e del Limbara;

Decreta:

La zona, sita nel territorio del comune di Calangianus, così delimitata: partendo da piazza della Repubblica, angolo corso Vittorio Emanuele prosegue fino a corso Vittorio Emanuele, fino a via Fra Tomaso, segue via Fra Tomaso, via Deffenu, i confini della proprietà Deidda Salvatore (compresa), via della Stazione, la nazionale Tempio-Olbia, via Gallura, via Limbara e ritorna a piazza della Repubblica (compresa): ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Sassari.

La Soprintendenza ai monumenti e gallerie di Cagliari curerà che il comune di Calangianus provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 16 maggio 1957

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Sassari

Seduta del 4 luglio 1956

L'anno millenovecentocinquantasei, addì quattro del mese di luglio, alle ore 16,30, si è riunita, nei locali dell'Amministrazione provinciale di Sassari, la Commissione per la tutela delle bellezze naturali.

(*Omissis*).

Redazione dell'elenco delle località panoramiche di Calangianus

Sentito il sindaco di Calangianus, la Commissione prende atto che dal belvedere di piazza della Repubblica è visibile un quadro naturale che si estende sino ai monti di Aggius ed al Limbara. I piani intermedi sono pianure coltivate a vigneti e boschi. Pertanto si stabilisce di includere fra le località panoramiche la seguente zona racchiusa nel perimetro appresso descritto: partendo da piazza della Repubblica — angolo corso Vittorio Emanuele — prosegue fino al corso Vittorio Emanuele, fino a via Fra Tomaso, segue via Fra Tomaso, via Deffenu, i confini della proprietà Deidda Salvatore, includendola, via della Stazione, la nazionale Tempio-Olbia, via Gallura, via Limbara e ritorna a piazza della Repubblica, includendola.

(*Omissis*).

(3253)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Torre Cajetani ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 14 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 87, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Torre Cajetani (Frosinone) di un mutuo di L. 425.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3405)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Settingiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 164, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Settingiano (Catanzaro) di un mutuo di L. 1.335.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3406)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Pettoranello di Molise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 163, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Pettoranello di Molise (Campobasso) di un mutuo di L. 2.375.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3407)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Paliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 165, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Paliano (Frosinone) di un mutuo di L. 3.090.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3408)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fontecchio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 162, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fontecchio (L'Aquila) di un mutuo di L. 1.650.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3409)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Florinas ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 161, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Florinas (Sassari) di un mutuo di L. 835.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3410)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Palermo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 16 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 maggio 1957, registro n. 14 Interno, foglio n. 88, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Palermo di un mutuo di L. 6.200.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(3434)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « economia politica » presso la Facoltà di scienze politiche della Università di Roma

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di scienze politiche della Università di Roma, è vacante la cattedra di « economia politica » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3433)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità ed interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Opera per la valorizzazione della Sila Sezione speciale per la riforma fondiaria

Con decreto Ministeriale 28 marzo 1957, n. 2766/670 (registrato alla Corte dei conti in data 3 maggio 1957, registro n. 10 Agricoltura, foglio n. 181), è stata determinata in via definitiva, ai sensi dell'art. 4, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, in L. 29.128,20 (lire ventinovemilacentoventotto e cent. venti) la indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Camini (Reggio Calabria), della superficie di ettari 64.02.80, espropriati nei confronti della ditta MUSCO Domenico fu Giuseppe, e trasferiti in proprietà all'Opera per la valorizzazione della Sila Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 18 dicembre 1952, n. 3257, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 13 del 17 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 4).

Con lo stesso decreto Ministeriale sono stati, inoltre, determinati in L. 4.171 (lire quattromilacentosettantuno) gli interessi relativi al predetto indennizzo i quali non vengono corrisposti perchè di importo inferiore a L. 5.000.

La predetta indennità viene corrisposta in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841 del valore nominale di L. 25.000 (lire venticinquemila) arrotondate ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli Sede di Cosenza, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione della predetta indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 5 febbraio 1957, n. 32.

(3320)

Opera nazionale per i combattenti

Con decreto Ministeriale n. 2723/627 in data 8 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti in data 10 maggio 1957, registro n. 10 Agricoltura, foglio n. 357, è stata determinata in via definitiva in lire 17.554.033 (lire diciassettemilionicinquecentocinquantaquattromilatrentatre), l'indennità per i terreni espropriati in agro del comune di Sessa Aurunca (Caserta), della superficie di ettari 86.14.80 nei confronti della ditta CASTALDO Orlando fu Giuseppe, e trasferiti in proprietà all'Opera nazionale per i combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale in data 3 ottobre 1952, n. 1652, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 276 del 28 novembre 1952 (supplemento ordinario).

Con lo stesso decreto Ministeriale sono stati, inoltre, determinati ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, gli interessi relativi al predetto indennizzo nella misura di L. 1.170.801 (lire unmilionecentosettantamilaottocentouno).

La predetta indennità e gli interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore di L. 18.720.000 (lire diciottomilionisettecentoventimila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Roma, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della citata legge 15 marzo 1956, n. 56, concernente la determinazione di tale indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 35 dell'8 febbraio 1957.

Con decreto Ministeriale n. 2724/628 in data 8 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti in data 10 maggio 1957, registro n. 10 Agricoltura, foglio n. 356, è stata determinata in via definitiva in L. 4.552.464 (lire quattromilionicinquecentocinquantaduemilaquattrocentosessantaquattro), l'indennità per i terreni espropriati in agro del comune di Eboli (Salerno), della superficie di ettari 46.56.79 nei confronti della ditta SARONIO Pietro fu Carlo, e trasferiti in proprietà all'Opera nazionale per i combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale in data 25 luglio 1952, n. 1099, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 196 del 25 agosto 1952 (supplemento ordinario).

Con lo stesso decreto Ministeriale sono stati, inoltre, determinati ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, gli interessi relativi al predetto indennizzo nella misura di L. 967.965 (lire novecentosessantasettemilanovecentosessantacinque).

La predetta indennità e gli interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore di L. 5.515.000 (lire cinquemilionicinquecentoquindicimila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Roma, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della citata legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione di tale indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 35 dell'8 febbraio 1957.

(3318)

Determinazione delle indennità dovute per la quota dei terreni del « terzo residuo » trasferiti ad Enti di riforma in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Opera nazionale per i combattenti

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, è determinata in L. 360.495 (lire trecentosessantamilaquattrocentonovantacinque), l'indennità di espropriazione dovuta per i terreni siti in agro del comune di Eboli (Salerno), di complessivi ettari 4.99.65, costituenti la quota del « terzo residuo », concesso al nome della ditta SCARAMELLA Carmine fu Domenico, in virtù del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4219, (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953, supplemento ordinario 4), da trasferirsi all'Opera nazionale per i combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria, ai sensi dell'art. 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156 decorrono dal 28 marzo 1956.

I seguenti dati catastali, esposti nel sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata:

Foglio di mappa n. 52; numero di mappa n. 8; subalterno: t; qualità di coltura: pascolo cespugliato; classe 1ª.

Corrige:

Foglio di mappa n. 52; numero di mappa n. 8; subalterno: t; qualità di coltura: pascolo cespugliato; classe 2ª.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, è determinata in L. 255.503 (lire duecentocinquantacinquemilacinquecentotre), l'indennità di espropriazione dovuta per i terreni siti in agro del comune di Eboli (Salerno), di complessivi ettari 3.54.12, costituenti la quota del « terzo residuo », concesso al nome della ditta SCARAMELLA Luigi fu Domenico, in virtù del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4220 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953, supplemento ordinario 4), da trasferirsi all'Opera nazionale per i combattenti Sezione speciale per la riforma fondiaria, ai sensi dell'art. 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156 decorrono dal 6 agosto 1956.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3324)

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Ente Puglia e Lucania

Con decreto Ministeriale 8 aprile 1957, n. 2937/841, registrato alla Corte dei conti in data 8 maggio 1957, registro n. 10 Agricoltura, foglio n. 307), è stato determinato in L. 5.640.236, (lire cinquemilioniseicentoquarantamiladuecentotrentasei) l'ammontare degli interessi relativi alla indennità liquidata con decreto Presidenziale 16 febbraio 1955, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 98 del 29 aprile 1955, per i terreni espropriati in agro del comune di Canosa (Bari) in forza del decreto Presidenziale 30 agosto 1951, n. 812 (*Gazzetta Ufficiale* n. 210 del 13 settembre 1951, supplemento ordinario) al nome della ditta FERRARA Eloisa, FERRARA Leopoldo fu Eugenio, e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo della irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania - Sezione speciale per la riforma fondiaria.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 5.640.000 (lire cinquemilioniseicentoquarantamila) arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Bari, e saranno svincolati dal competente Tribunale, a norma del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

(3321)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 123

Corso dei cambi del 29 maggio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,84	624,80	624,80	624,77	—	624,80	624,85	624,80	624,80
$ Can.	655,20	655 —	655 —	655,375	655,05	—	654,75	655 —	655,375	655 —
Fr. Sv. lib.	145,815	145,81	145,80	145,81	145,75	—	145,80	145,80	145,81	145,81
Kr. D.	90,17	90,18	90,19	90,23	90,20	—	90,21	90,30	90,16	90,20
Kr. N.	87,65	87,68	87,70	87,72	87,70	—	87,70	87,80	87,66	87,70
Kr. Sv.	121,25	121,28	121,27	121,32	121,36	—	121,335	121,40	121,02	121,30
Fol.	164,48	164,54	164,53	164,57	164,65	—	164,60	164,65	164,48	164,50
Fr. B.	12,45	12,445	12,46	12,45	12,455	—	12,46125	12,50	12,45	12,455
Fr. Fr.	177,90	177,93	177,96	177,96	177,97	—	177,98	178 —	177,91	178 —
Fr. Sv. acc.	143,20	143,20	143,23	143,25	143,20	—	143,23	143,40	143,19	143,22
Lst.	1752 —	1752,25	1752,25	1752,75	1752,50	—	1752,50	1754 —	1752,12	1752,75
Dm. occ.	149,30	149,39	149,40	149,45	149,40	—	149,43	149,50	149,19	149,40
Scell. Aust.	24,13	24,145	24,14	24,1475	24,15	—	24,14625	24,19	24,13	24,14

Media dei titoli del 29 maggio 1957

Rendita 3,50 % 1906	66,925
Id. 3,50 % 1902	57,775
Id. 5 % 1935	89,875
Redimibile 3,50 % 1934	79,35
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,825
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,275
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,875
Id. 5 % 1936	96,30
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,225
Id. 5 % (Beni Esteri)	82,175

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,175
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,975
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,525
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,675
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,20
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,175

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 29 maggio 1957

1 Dollaro USA	624,80
1 Dollaro canadese	655,062
1 Franco svizzero lib.	145,805
1 Corona danese	90,22
1 Corona norvegese	87,71
1 Corona svedese	121,327
1 Fiorino olandese	164,585
1 Franco belga	12,456
100 Franchi francesi	177,97
1 Franco svizzero acc.	143,24
1 Lira sterlina	1752,625
1 Marco germanico	149,44
1 Scellino austriaco	24,147

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Autorizzazione alla Banca cooperativa di San Marco in Lamis-Rignano Garganico, con sede a San Marco in Lamis (Foggia), in liquidazione ordinaria, a cedere le proprie attività e passività alla Banca popolare di Foggia e sostituzione di quest'ultima azienda nell'esercizio dello sportello bancario dell'azienda liquidanda in San Marco in Lamis.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Vista la deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci della Banca cooperativa di San Marco in Lamis e Rignano Garganico, società cooperativa a responsabilità limitata avente sede a San Marco in Lamis (Foggia), in data 29 settembre 1946, perfezionata nei modi di legge, che dispone lo scioglimento anticipato e la messa in liquidazione dell'ente;

Viste le deliberazioni dell'assemblea dei soci della predetta azienda in data 3 marzo 1957 e del Comitato dei liquidatori della azienda medesima in data 4 marzo 1957, nonchè quella adottata dal Consiglio di amministrazione della Banca popolare di Foggia, in data 31 dicembre 1956, relativamente alla cessione delle attività e passività della prima alla seconda, subordinatamente alla facoltà, per quest'ultima di sostituirsi nell'esercizio dello sportello bancario dell'ente liquidando sulla piazza di San Marco in Lamis;

Considerata l'opportunità, al fine di agevolare la liquidazione dell'azienda cedente, di autorizzare la su menzionata cessione;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Dispone:

1. — La Banca cooperativa di San Marco in Lamis-Rignano Garganico avente sede a San Marco in Lamis (Foggia) è autorizzata a cedere le proprie attività e passività alla Banca popolare di Foggia in conformità della convenzione stipulata tra i legali rappresentanti dei predetti enti per atto rogato dal notaio Giuliani in data 30 aprile 1957, registrato a San Marco in Lamis il 6 maggio 1957, al n. 954, Mod. I;

2. — La Banca popolare di Foggia, società cooperativa avente sede a Foggia, è autorizzata a sostituirsi, con propria dipendenza, nello esercizio dello sportello bancario della su cennata azienda liquidanda sulla piazza di San Marco in Lamis (Foggia).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 maggio 1957

Il Governatore: MENICHELLA

(3286)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Concorso per l'ammissione ai corsi allievi ufficiali di complemento dell'Arma aeronautica - ruolo servizi; Arma aeronautica - ruolo specialisti - categoria automobilisti; Corpo del genio aeronautico - ruolo assistenti tecnici e Corpo di commissariato - ruolo amministrazione.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto-legge 28 gennaio 1935, n. 314, e successive modificazioni;
Visto la legge 2 dicembre 1940, n. 1848;
Visto la legge 27 giugno 1942, n. 924;
Visto la legge 5 luglio 1952, n. 989;
Visto il decreto Presidenziale 24 aprile 1954, n. 368;

Decreta:

Art. 1.

Sono istituiti i seguenti corsi allievi ufficiali per la nomina a sottotenente di complemento dell'Aeronautica militare, nei sottonotati Corpi e ruoli, per il numero dei posti a fianco di ciascuno di essi segnato:

Arma aeronautica ruolo servizi	posti 150
Arma aeronautica ruolo specialisti categoria automobilisti	» 30
Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici	» 102
Corpo di commissariato ruolo amministrazione	» 22
Totale	304

I posti messi a concorso nel Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici, sono suddivisi come segue:

1ª Categoria (Costruzioni aeronautiche ed edilizie):	
da adibire al servizio costruzioni aeronautiche	posti 30
da adibire al servizio costruzioni edilizie	» 20
da adibire al servizio radioelettrico	» 20
da adibire al servizio armamento	» 10
da adibire al servizio chimico	» 2
2ª Categoria: assistenti di meteorologia	» 20
Totale	102

Il Ministero, nell'ambito del numero complessivo dei posti messi a concorso, in relazione al numero dei candidati risultati idonei, si riserva la facoltà di modificare la suddivisione dei posti tra i vari Corpi e ruoli, nonchè fra le categorie e specializzazioni del Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici.

Art. 2.

Potranno essere ammessi ai corsi predetti i cittadini italiani con i requisiti e sotto osservanza delle condizioni che seguono:

a) abbiano tenuto buona condotta morale e civile ed appartengano a famiglia di insindacabile moralità;

b) abbiano compiuto il 18° anno di età alla data del presente decreto e non superato il 28°. Potranno altresì concorrere coloro che non abbiano superato il 32° anno di età, se dispensati dal presentarsi alle armi perchè già residenti all'estero;

c) siano in possesso della idoneità fisica al servizio militare incondizionato nell'Aeronautica militare e della idoneità somatico-funzionale in qualità di ufficiale di complemento;

d) non abbiano soddisfatto agli obblighi della ferma di leva;

e) siano in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

1) per il ruolo servizi dell'Arma aeronautica:
del diploma di maturità classica, scientifica, artistica, ovvero di abilitazione magistrale;

2) per la categoria automobilisti del ruolo specialisti dell'Arma aeronautica:
del diploma di abilitazione tecnica industriale specializzazione meccanici, elettricisti e radiotecnici;

3) per il Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici:
del diploma di abilitazione rilasciato da un Istituto tecnico industriale; del diploma di geometra; del diploma di perito agrario; del diploma di maturità artistica; del diploma di maturità classica o scientifica, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 nella 1ª categoria costruzioni aeronautiche ed edilizie;
del diploma di abilitazione rilasciato da un Istituto tecnico industriale; del diploma di geometra; del diploma di maturità classica o scientifica; del diploma di Istituto tecnico nautico, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 nella 2ª categoria assistenti di meteorologia;

4) per il Corpo di commissariato ruolo amministrazione: del diploma di ragioniere o perito commerciale.

Art. 3.

Gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero della difesa-Aeronautica Direzione generale del personale militare Sezione autonoma concorsi Roma, entro il 31 luglio 1957 la domanda in carta legale da L. 200 anche in caso di povertà del concorrente.

I candidati dovranno dichiarare nella domanda:
la data e il luogo di nascita;
il possesso della cittadinanza italiana;
il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;
le eventuali condanne penali riportate;
il titolo di studio;
la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari, specificando il Distretto militare di appartenenza.

Nella domanda i candidati dovranno inoltre indicare a quale dei corsi di cui al precedente art. 1 intendano partecipare; gli aspiranti all'ammissione al Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici, dovranno altresì indicare la categoria e la specializzazione preferita, in relazione al titolo di studio posseduto.

Non è ammesso presentare domanda per l'ammissione a più di uno dei Corpi o ruoli o categorie e specializzazioni di cui al precedente art. 1.

I candidati dovranno altresì specificare nella domanda il loro preciso recapito e l'indirizzo della famiglia, con l'obbligo di notificare le successive eventuali variazioni, mediante lettera raccomandata al Ministero della difesa-Aeronautica Direzione generale del personale militare Sezione autonoma concorsi Roma.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio, o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante, o dal comandante di Corpo, qualora il candidato trovisi in servizio militare nell'Aeronautica militare.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Alla domanda dovranno essere allegati i sottonotati documenti.

1) titolo di studio di cui al capoverso *e*) del precedente art. 2 in originale, ovvero in copia notarile debitamente legalizzata, oppure certificato che attesti il conseguimento del titolo stesso, firmato dal capo dell'Istituto e vistato dal Provveditore agli studi, ovvero copia notarile di detto certificato debitamente legalizzata. Le predette copie o certificati debbono essere in regola con le norme sul bollo.

Dai suddetti documenti dovranno risultare le votazioni riportate nelle singole materie.

Non è ammesso presentare titoli di studio superiori in luogo di quelli prescritti dal precedente art. 2.

2) ogni altro titolo, certificato o dichiarazione utile ai fini della formazione delle graduatorie;

3) per gli iscritti alla leva di mare, dichiarazione di nulla osta all'arruolamento nell'Aeronautica militare, rilasciata dalle competenti autorità della Marina.

Art. 4.

La data di arrivo delle domande risulta dal bollo di ufficio e non è ammessa altra prova in contrario.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito.

Per quelle domande e documentazioni che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile e, caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre i termini stabiliti.

Non è ammesso il riferimento a documentazione presentata per altri concorsi presso l'Amministrazione aeronautica o presso altre Amministrazioni.

Art. 5.

Gli aspiranti saranno convocati con « lettera foglio di viaggio » alla quale sarà allegato lo scontrino per il viaggio di andata e ritorno a tariffa militare, senza diritto a rimborso per essere avviati a visita sanitaria per l'accertamento dei requisiti fisici e della idoneità somatico-funzionale di cui al capoverso *c*) del precedente art. 2, graduata nelle tre categorie di 1° « ottimo », 2° « buono », 3° « sufficiente ». I candidati dovranno presentarsi alla visita medica muniti di documento di identità personale.

Contro l'esito dei predetti accertamenti sanitari non è ammesso appello.

Art. 6.

Le graduatorie verranno formate da apposite Commissioni distinte per ogni Corpo e ruolo. I decreti Ministeriali concernenti la istituzione, composizione e nomina delle predette Commissioni verranno emanati di concerto con il Ministro per il tesoro.

Avranno la precedenza assoluta:

nel ruolo servizi dell'Arma aeronautica:

a) i concorrenti muniti di brevetto di pilota civile che non siano riconosciuti fisicamente idonei al pilotaggio militare;

b) i concorrenti in possesso del brevetto di pilota di aeroplano, conseguito presso le scuole dell'Aeronautica militare;

nel Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici:

a) i concorrenti muniti di diploma di perito in costruzioni aeronautiche, aspiranti alla 1ª categoria;

b) i concorrenti che abbiano frequentato con esito favorevole corsi di meteorologia aeronautica presso enti aeronautici, aspiranti alla 2ª categoria.

Le graduatorie di cui sopra, distinte per i vari Corpi, ruoli, categorie e specializzazioni, saranno formate in base alla somma dei punti riportati da ciascun candidato in relazione:

1) al titolo di studio: con l'assegnazione del punteggio corrispondente alla media dei voti riportati, moltiplicata per 10;

2) al grado di idoneità somatico-funzionale con l'assegnazione di 10 punti per la 1ª categoria, 5 punti per la 2ª categoria. Nessun punto verrà attribuito ai candidati classificati nella 3ª categoria;

3) agli eventuali altri titoli presentati: con l'assegnazione del seguente punteggio:

a) 15 punti ai concorrenti che pur non avendo conseguito il brevetto di pilota d'aeroplano abbiano superato gli esami teorici stabiliti per gli allievi piloti presso le predette scuole dell'Aeronautica militare;

b) 15 punti ai provenienti dai collegi dell'Opera nazionale figli degli aviatori;

c) da 1 a 5 punti secondo il grado di conoscenza della lingua inglese o di altre lingue estere ritenute utili alle mansioni che i candidati saranno chiamati a disimpegnare, in base a criteri di valutazione che verranno preventivamente stibiliti dalle Commissioni incaricate della formazione delle graduatorie;

d) da 1 a 9 punti per il complesso degli eventuali titoli esibiti e ritenuti utili alle mansioni che i candidati saranno chiamati a disimpegnare, secondo criteri di valutazione che verranno preventivamente stabiliti dalle Commissioni di cui sopra;

e) 3 punti per gli orfani di guerra;

f) da 1 a 5 punti per il servizio militare eventualmente prestato in relazione alle categorie e specializzazioni di assegnazione, con criteri che verranno preventivamente stabiliti dalle Commissioni predette;

g) 1 punto per ciascuno dei seguenti titoli e per un massimo di 2 punti:

orfani di caduti dell'Aeronautica militare;

orfani dei militari ed impiegati civili dell'Aeronautica o delle altre Amministrazioni militari,

profughi da territori già soggetti alla giurisdizione italiana;

figli di mutilati ed invalidi di guerra;

figli di militari od impiegati civili dell'Aeronautica.

Nella formazione delle graduatorie relative alle categorie e specializzazioni del Corpo del genio aeronautico ruolo assistenti tecnici, gli eventuali posti che dovessero rimanere scoperti dopo l'assegnazione delle precedenze, a giudizio insindacabile della Commissione, in base a criteri prestabiliti ed a prescindere dalla votazione conseguita negli esami di diploma o dagli altri titoli eventualmente presentati, saranno ricoperti dai candidati in possesso di quei titoli di studio che saranno ritenuti più attinenti alle mansioni cui gli ammessi ai corsi saranno destinati dopo conseguita la nomina ad ufficiale.

Art. 7.

I concorrenti utilmente collocati nelle graduatorie, saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro trenta giorni dalla data del foglio di comunicazione, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale e debitamente legalizzati o vidimati:

1) estratto o certificato dell'atto di nascita;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato del casellario giudiziale;

4) documenti matricolari militari

i giovani che non siano stati arruolati dai Consigli di leva, per non aver ancora subito la visita medica di leva o per altri legali motivi, dovranno presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva, rilasciato dal sindaco del Comune di nascita del candidato;

coloro invece che abbiano già subito la visita medica di leva e siano stati dichiarati « abile arruolato », dovranno presentare copia o estratto del foglio matricolare, con apposte marche da bollo da L. 200 su ogni foglio, rilasciato dal Distretto militare competente;

coloro che abbiano già subito la visita medica di leva e non siano stati dichiarati « abile arruolato », dovranno presentare il certificato di esito di leva rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) dovranno essere stati rilasciati in data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto.

Non è necessaria la legalizzazione dei documenti rilasciati dalle Autorità amministrative del comune di Roma.

Per quei documenti che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile, e caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione, anche oltre il termine stabilito.

Art. 8.

Gli ammessi al corso in virtù della presente determinazione, assumeranno in ogni caso la ferma di mesi 18 con decorrenza dalla data di inizio del corso.

I concorrenti saranno ammessi al corso stesso in qualità di avieri allievi ufficiali; dopo due mesi di corso gli allievi saranno promossi avieri scelti. Al termine del corso, che avrà la durata presumibile di mesi 4 e si svolgerà presso la Scuola di guerra aerea di Firenze, avranno luogo gli esami.

Gli allievi che superino detti esami e siano giudicati idonei a rivestire il grado di ufficiale saranno nominati sottotenenti di complemento dell'Aeronautica militare.

Gli allievi che, per qualsiasi motivo, non frequentino almeno un terzo delle lezioni ed esercitazioni saranno dimessi dal corso.

Il Ministero della difesa-Aeronautica su proposta del Comando della scuola, ha altresì facoltà di dimettere dal corso, in qualunque momento, quegli allievi che, per deficienza di qualità militari o per motivi disciplinari, non ritenga meritevoli della nomina ad ufficiali.

Gli allievi dimessi dal corso perderanno la qualifica di allievo ed ultimeranno il servizio di leva nella categoria governo del ruolo servizi dell'Arma aeronautica.

Gli allievi che, pur avendo superato tutti gli esami di prima sessione siano giudicati non idonei alla nomina per sopravvenuti motivi disciplinari, saranno ripresi in esame dopo almeno tre mesi di servizio e, se giudicati idonei, saranno nominati sottotenenti di complemento insieme a quegli allievi che non abbiano superato gli esami di prima sessione e che li abbiano ripetuti con successo dopo almeno tre mesi di servizio e siano giudicati idonei dal comandante della scuola o dalle autorità gerarchiche.

Coloro che non superino gli esami di seconda sessione o che pur avendoli superati non saranno giudicati idonei alla nomina di ufficiale, perderanno la qualifica di allievi e ultimeranno il servizio di leva nella categoria governo del ruolo servizi dell'Arma aeronautica.

Gli allievi che per motivi di salute o per altra accertata causa di forza maggiore, non abbiano potuto sostenere tutti o parte degli esami, nella prima o nella seconda sessione, potranno essere ammessi eccezionalmente ad una sessione straordinaria limitatamente ai soli esami non sostenuti per una delle cause di cui sopra.

Le nomine di cui sopra saranno effettuate, in ogni caso, con anzianità assoluta decorrente dalla data del relativo decreto e con anzianità relativa determinata dalla graduatoria degli esami di fine corso.

Il Ministero della difesa-Aeronautica ha facoltà di disporre, con provvedimento collettivo, il collocamento in congedo illimitato prima del compimento della ferma assoluta, dei sottotenenti provenienti dal corso di cui alla presente determinazione, qualora ciò sia ritenuto opportuno per ragioni di bilancio o di servizio.

Art. 9.

I militari in servizio di leva dell'Aeronautica militare che aspirino ad essere ammessi al corso e siano in possesso dei requisiti stabiliti dall'art. 2, dovranno far pervenire la domanda per via gerarchica entro il termine ed all'indirizzo di cui all'art. 3. *Le autorità gerarchiche dovranno esprimere* sulla domanda motivato parere.

La domanda dovrà essere corredata dei documenti di cui ai numeri 1) e 2) del predetto art. 3.

Nella domanda gli aspiranti dovranno impegnarsi a compiere 18 mesi di servizio con decorrenza dalla data di inizio del corso.

Coloro che rivestono un grado militare dovranno inoltre dichiarare nella domanda di rinunciarvi in caso d'ammissione al corso, salvo essere reintegrati nel grado e nell'anzianità qualora vengano, per qualunque motivo, esonerati dal corso stesso ovvero risultino non idonei agli esami finali.

Ai candidati utilmente collocati nelle graduatorie, sarà richiesta la presentazione dei documenti di cui ai numeri 1), 3) e 4) del precedente art. 7. Tali documenti dovranno pervenire al Ministero entro trenta giorni dalla data del foglio di comunicazione a pena di decadenza.

Gli allievi dimessi dal corso saranno prosciolti dall'obbligo di cui al terzo capoverso del presente articolo; il tempo trascorso in qualità di allievi ufficiali non sarà però computato ai fini della ferma che i medesimi siano tenuti ad ultimare per fatto di leva.

Roma, addì 2 maggio 1957

p. *Il Ministro*: Bosco

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *maggio* 1957
Registro n. 32 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 215. — Rapisarda

Modello di domanda
(carta da bollo da L. 200)

Al Ministero della difesa-Aeronautica
Direzione generale personale militare
Sezione autonoma concorsi Roma

Io sottoscritto . . nato a . . (provincia di . .) il . . . . . appartenente al Distretto militare di . . . . abitante a (1) (provincia di .) via n. chiedo di essere ammesso al concorso per allievi ufficiali di complemento del (2)

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole, o vedovo con o senza prole);

di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di (3) . . .;

di non aver riportato condanne penali (4);

di essere in possesso del seguente titolo di studio . . conseguito presso l'Istituto o Scuola di . . . . . nell'anno . . .;

di trovarmi nella seguente posizione militare (5) . . . .;

Allego alla presente domanda i seguenti documenti:
1) .;
2) .;
ecc.

. . . . . lì . (data)

Firma . . .
(per esteso, cognome e nome leggibile)

Visto per l'autenticità della firma (6) . . . .

---

(1) Luogo di residenza. Qualora la residenza della famiglia dell'aspirante non corrisponda con la residenza dell'aspirante stesso, occorre precisare anche il recapito della famiglia.

(2) Indicare l'Arma o Corpo, cui l'aspirante intenda essere ammesso, specificando altresì il ruolo, la categoria o specializzazione di cui all'art. 1 del bando di concorso.

(3) In caso di non iscrizione o cancellazione, indicarne i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emanato.

(5) Indicare se l'aspirante non ha ancora iniziato il servizio militare di leva perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva, ovvero che pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio, specificandone il motivo. In caso negativo l'aspirante dovrà specificarne i motivi, precisando se sia stato giudicato « rivedibile » o « riformato » alla visita medica di leva. I militari dell'Aeronautica militare dovranno impegnarsi a compiere 18 mesi di servizio con decorrenza dalla data di inizio del corso. Coloro che rivestano un grado militare, dovranno dichiarare di rinunciarvi in caso di ammissione al corso. Coloro che siano soggetti a prossima chiamata alle armi da parte di altra Forza armata dovranno darne espressa comunicazione.

(6) Firma del segretario comunale del Comune di residenza dell'aspirante, o di un notaio. Per i candidati dipendenti statali è sufficiente il visto del capo ufficio e per i militari dell'Aeronautica militare, è sufficiente il visto del comandante di Corpo.

(3355)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria del concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Biella (Vercelli).

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 31 marzo 1955, per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Biella (Vercelli);

Visto il decreto Ministeriale 29 aprile 1957, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371 e la legge 9 agosto 1954, n. 748;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Biella (Vercelli), nell'ordine appresso indicato:

1. Costantino Giorgio . . punti 84,18 su 132
2. Calabro Vincenzo » 82,50 »
3. Vercesi dott. Celestino . » 80,87 »
4. Succi Cimentini dott. Flobert » 79,08 »
5. Campanelli dott. Giovanni . » 78,16 »
6. Vasta dott. Rosario . » 78,00 »
7. Soardi dott. Mario . . » 77,02 »
8. Rianò dott. Enrico . » 75,27 »
9. Ferrari Antonio . » 75,06 »
10. Rosolia dott. Giovanni » 73,53 »
11. Romano dott. Antonio . » 72,26 »
12. Martegani dott. Aldo . . . . » 71,92 »
13. Scolari Mario . . . . . . » 71,51 »

14. Natale dott. Antonio punti 71,00 su 132
15. De Virgiliis dott. Vito » 70,81 »
16. Piva dott. Erminio » 70,74 »
17. Giustino Leonardo » 70,02 »
18. Basile Francesco Paolo » 69,97 »
19. Giambitto dott. Giuseppe » 69,77 »
20. Seccia dott. Giorgio » 69,42 »
21. Baraldi dott. Dario » 69,24 »
22. Messina dott. Francesco » 69,10 »
23. Pasqualis dott. Marcello » 68,42 »
24. Zuanni dott. Federico » 67,92 »
25. Ferro dott. Girolamo » 67,72 »
26. Vailati dott. Costantino » 67,60 »
27. Di Santo dott. Angelo » 67,00 »
28. Bitetti dott. Giuseppe » 65,29 »
29. Iacona dott. Giovanni » 64,91 »
30. Damiani Rocco » 64,50 »
31. Costanzo dott. Giuseppe » 62,45 »
32. Panunzio Primiano » 62,35 »
33. Orsini Orsino » 61,58 »
34. Condemi Bruno, art. 4 legge 9 agosto 1954, n. 748 » 61,50 »
35. Spezia Roberto » 61,50 »
36. Bonadio Giuseppe » 60,48 »
37. Volpe Michele » 59,00 »
38. Lauria dott. Giuseppe » 56,18 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 maggio 1957

p. *Il Ministro*: BISORI

(3354)

PREFETTURA DI MATERA

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Matera.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visti i propri decreti n. 9732 e n. 9732/1 in data 26 marzo 1957, con i quali è stata approvata la graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1954, e sono state dichiarate le vincitrici del concorso medesimo;

Vista la nota n. 944 in data 10 maggio 1957, con la quale il sindaco di Grottole comunica che l'ostetrica Reginato Paola, vincitrice del posto della condotta, non ha assunto servizio entro il termine assegnatole e che pertanto va considerata rinunciataria al posto;

Considerato che la condotta ostetrica di Grottole è rimasta pertanto vacante e va assegnata alla concorrente che segue in ordine nella graduatoria di merito del concorso in base alle preferenze espresse nella domanda di partecipazione al concorso stesso;

Ritenuto che l'ostetrica Ferri Vittorina ha diritto alla assegnazione del posto resosi vacante;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Ferri Vittorina viene assegnata alla condotta ostetrica di Grottole.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Matera, addì 21 maggio 1957

Il prefetto: TEDESCO

(3357)

PREFETTURA DI GENOVA

Graduatoria del concorso a posti di medico igienista capo sezione di 2ª classe presso il comune di Genova

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GENOVA

Visto il proprio decreto n. 52173 in data 15 agosto 1955, con il quale veniva bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, a tre posti di medico igienista, capo sezione di seconda classe presso il comune di Genova;

Vista la deliberazione n. 368 in data 3 aprile 1956, del Consiglio comunale di Genova, con la quale si provvedeva alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visti gli atti relativi allo svolgimento delle operazioni concorsuali e constatatane la regolarità;

Visto il verbale della Commissione giudicatrice in data 18 gennaio 1957, con il quale, a conclusione delle operazioni suddette, veniva formata la seguente graduatoria degli idonei.

1. Bianchi dott. Mario punti 125,000 su 200
2. De Veris dott. Bruno » 123,500 »

Visto l'art. 60, ultimo comma, del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

E' approvata la graduatoria del concorso di cui alle premesse, contenuta nel verbale della Commissione giudicatrice in data 18 gennaio 1957.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia ed affisso, per otto giorni, agli albi pretori di questa Prefettura e del comune di Genova.

Genova, addì 15 maggio 1957

Il prefetto: VICARI

(3303)

PREFETTURA DI SIRACUSA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Siracusa al 30 novembre 1954.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SIRACUSA

Visto il decreto n. 340.2.74/12246 del 13 aprile 1955, con il quale l'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica provvedeva alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Siracusa al 30 novembre 1954;

Visto il proprio decreto n. 7494 del 7 marzo 1956, con il quale il vice prefetto dott. Giovanni Moscato veniva nominato presidente di detta Commissione in sostituzione del vice prefetto dott. Paolo Pizzolo, trasferito in altra sede;

Atteso che il dott. Giovanni Moscato è stato anch'egli trasferito, per cui si rende necessaria la sua sostituzoine;

Visti l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con decreto Presidenziale 10 giugno 1955, n. 854 e gli articoli 44, 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Giovanni Moscato, è nominato presidente della sopradetta Commissione il vice prefetto dott. Giuseppe Sansonetti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura.

Siracusa, addì 8 maggio 1957

Il prefetto: ONETO

(3428)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.